

# *l'Anti*capitaliste

n°757 | 5 juin 2025 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE

**À BAS LES FRONTIÈRES**

**À BAS LES CRA**



**DES PAPIERS  
POUR TOUSTES!**

## ZOOM

Loi Duplomb,  
ou la main visible  
de la FNSEA

Page 3

## INTERNATIONAL

La santé, malade  
de l'austérité  
en Éthiopie

Page 4

## ARGUMENTS

Défendre l'État  
de droit?

Page 5

## CHAMP LIBRE

HaïtienNEs en République dominicaine.  
Entretien avec Philippe Pierre-Charles  
et Marcel Sellay (GRS - Martinique)

Page 8

## Édito

## Retailleau ou la fabrique du fascisme

Par ALEX BACHMAN

Le bilan de la finale de la Ligue des champions entre le PSG et l'Inter de Milan est particulièrement lourd : 563 interpellations, deux morts, des dizaines de blessés. Pourtant la préfecture avait mobilisé le ban et l'arrière-ban des forces de répression : 5 400 policiers sur le pied de guerre, dont les BAC, les compagnies d'intervention et les sinistres BRAV-M. Trois ans après le désastre du match Liverpool-Real Madrid au Stade de France, ce bilan aurait dû conduire à la démission du ministre de l'Intérieur ou, au moins, au limogeage du préfet de police de la capitale. Il n'en est rien. Au contraire, Nuñez et Retailleau, qui n'ont pas eu un mot pour les deux personnes décédées et les blessés, sont toujours en place.

Le soir même Nuñez déplore les « dégradations de commerces » et pointe les « milliers de personnes qui sont venues pour commettre des exactions » tandis que Retailleau dénonce les « barbares venus dans Paris pour commettre des délits et provoquer les forces de l'ordre ». Le lendemain rebelote, l'ex-cavalier bénévole du Puy-du-Fou en remet de couche bien réactionnaire sur le thème des « barbares » et de la « fabrique de barbares [...] engendrée par une société qui a déconstruit [...] l'autorité, le respect et la hiérarchie ». Sarkozy avait inventé les « racailles », Chevènement les « sauvages », Retailleau se voit en légionnaire romain repoussant les invasions barbares...

Barbare, un mot qui sert à diviser, à séparer les « gens bien », blancs de préférence dans l'esprit du très catholique Retailleau, et les barbares. Un mot raciste, car les barbares bien sûr ce sont les autres, au sens très large, les jeunes des quartiers populaires, les banlieusards qui ne peuvent venir à Paris que pour « piller » les quartiers riches, et plus largement les Noirs, les Arabes, les migrants, les musulmans.

Le jour même du match, un homme blanc de 53 ans, de nationalité française, décomplexé par le racisme qui s'exprime sur les chaînes d'info comme aux plus hauts sommets de l'État, passait à l'acte et assassinait un de ses voisins d'origine maghrébine et en blessait grièvement un autre. Retailleau a sa part dans cette fabrique du racisme, de la violence et du fascisme qui guette. Qu'il dégage !

## Bien dit

Au Rwanda, dès décembre 1993, on évoquait un risque de génocide, mais on ajoutait toujours que cela n'arriverait pas. À Gaza, c'est la même chose.

JEAN HATZFELD, reporter et auteur de plusieurs ouvrages sur le Rwanda, le 30 mai dans *Le Monde*.

# À la Une

## Contre les OQTF, pour la solidarité! La haine ne passera pas

Mardi 27 mai, une assemblée générale s'est tenue à Paris à la Bourse du Travail, en soutien aux mineurEs isoléEs viséEs par des OQTF (obligation de quitter le territoire français).

À partir du 10 décembre dernier, près de 400 d'entre elles et eux ont occupé la Gaîté Lyrique. Cette occupation a tenu plus de trois mois grâce à une mobilisation tenace. Ensemble, ils ont mis l'administration face à ses contradictions et ses illégalités. Malgré tout, le 18 mars, alors que les jeunes avaient accepté de partir pacifiquement au matin, une expulsion d'une violence extrême a été ordonnée par la mairie et dirigée par le préfet de police Nuñez. Depuis, les jeunes sont harcelés par la police et les autorités : ils chassent et traquent les migrantEs dans tout Paris, déchirent leurs tentes, les violentent.

## Des témoignages lourds

Ce même 18 mars, il y a eu beaucoup d'arrestations de mineurEs isoléEs, mais aussi de soutiens. Les mineurEs en parlent difficilement, mais ils dénoncent la différence de traitement entre les noirEs et les blancHEs. Ils ont été triés selon leur couleur de peau, expliquent-ils au meeting du 27 mai. Les uns mis à la cave, leurs papiers civils déchirés ou falsifiés, les empreintes prises de force ; les autres, à l'étage, ont eu droit à un simple relevé d'identité et sont ressortis rapidement. Treize d'entre eux ont été placés sous OQTF, obligés de pointer chaque jour au commissariat.

## Le racisme d'État en action

En parallèle, la préfecture multiplie les pratiques illégales : faux âges attribués aux jeunes pour les déclarer majeurEs ; convocations surprises ; dates d'audiences fixées sans délai raisonnable. Les « sas » d'hébergement proposés ne sont que des dispositifs transitoires sous surveillance de l'Ofpra (Office français de protection des



réfugiéEs et des apatrides) et de la préfecture, dans lesquels les jeunes peuvent être expulsés à tout moment après un « examen administratif ». Là encore, être mineur rend l'entrée dans ces sas impossible, obligeant les jeunes à se contredire dans leurs démarches pour avoir une chance de rester à l'abri. Car ces jeunes ne devraient pas être sous OQTF. Iels sont encore mineurEs, en attente de jugements devant les tribunaux pour enfants. Pour être hébergéEs par l'Aide sociale à l'enfance, il leur faudrait se déclarer mineurEs. Mais pour obtenir un logement via les dispositifs du 115, il leur faudrait... être majeurEs. L'administration les pousse donc à se déclarer tour à tour mineurEs et majeurEs, selon ce qui l'arrange, afin de justifier les OQTF et contourner les obligations légales de protection.

## L'extrême droite attaque

Le collectif Femmes 93, présent à l'AG, a rappelé que cette violence touche aussi les femmes, les mères isolées avec leurs bébés, laissées sans logement au nom d'une politique de tri cynique. Plusieurs d'entre

elles ont témoigné : « même avec un bébé de 3 mois, on n'est pas prioritaires ». L'AG a aussi permis de rappeler les liens entre les jeunes de Belleville, la Maison des Métallos, les collectifs d'avocatEs, les soignantEs, les artistEs et les militantEs qui les accompagnent. Plus de 10 organisations étaient présentes. Une belle solidarité !

Cette AG de solidarité a été la cible de l'extrême droite. Un groupe de militantes de Némésis, groupuscule raciste et « fémo-nationaliste », est venu perturber volontairement le meeting. Sous un vernis féministe, ces militantes sont en réalité des relais de Valeurs Actuelles et d'une droite identitaire qui cherche à criminaliser les mouvements de soutien aux migrantEs. Grâce à la réaction collective et déterminée des participantEs, la tentative d'intimidation a échoué et le meeting a bien eu lieu. Mais la répression, elle, continue : deux camarades ont été placés en garde à vue.

## À bas les CRA!

Le meeting s'est conclu par un appel clair : continuer la lutte, multiplier les présences devant les centres de rétention (CRA), soutenir les mobilisations à venir, notamment au tribunal de Paris tous les mardis du mois de juin à 11 heures et le 9 juin pour une manifestation nationale exigeant la scolarisation de tous les enfants exiléEs. Car derrière les OQTF, il y a une machine à broyer les vies, à expulser dans l'indifférence, à nier les droits fondamentaux.

Face à cela, notre camp ne peut être que celui de la solidarité. Les attaques de l'extrême droite ne nous intimident pas. Leur présence aux AG, leurs provocations, leurs plaintes ne font que confirmer une chose : notre camp est le bon, et ils le savent. Nous continuerons à nous battre pour l'abrogation de toutes les OQTF, pour des papiers pour toutes et tous, pour la fin des CRA (centres de rétention administrative), et pour un accueil digne. À bas les frontières, à bas les CRA ! Vive la solidarité antifasciste et antiraciste !

Amel



© KAROL NAROWCKI SUR FACEBOOK



© NICUSOR DAN SUR X



© NICUSOR DAN SUR X

**LE COUP DE TONNERRE DE VARSOVIE.** 370 000, et même un peu moins. C'est le nombre de voix qui séparait le 1<sup>er</sup> juin les deux candidats à l'issue du second tour de la présidentielle en Pologne : Karol Narowcki, candidat du PiS (Droit et Justice) l'emporte face à Rafal Trzaskowski (centre-droit). Et les bourgeoisies pro-européennes de s'étonner du résultat des urnes... non conformes aux projections sondagières ! Il suffit pourtant de regarder l'état du monde et la carte de l'Europe pour deviner la trajectoire politique inquiétante où la Roumanie fait tellement figure d'exception que l'extrême droite accuse la France d'ingérence dans l'élection de Nicusor Dan le 18 mai dernier.

Les décisions écocides du gouvernement marquent un nouveau recul en matière d'écologie et donc de santé humaine.

### Loi nuisible pour le vivant

Le gouvernement privilégie les intérêts économiques sur les intérêts sanitaires et environnementaux, bride les instances de contrôle, augmente le pouvoir d'influence des industriels. Pourtant, en 2021, le rapport intitulé « Pesticides et effets sur la santé » de l'Inserm (Institut national de la santé et de la recherche médicale) a confirmé la « présomption forte » d'un lien entre exposition aux pesticides et plusieurs maladies graves chez les agriculteurs : lymphomes non hodgkiniens, myélomes, cancer de la prostate, maladie de Parkinson, troubles cognitifs, bronchopneumopathie chronique obstructive et bronchite chronique.

Plutôt que d'affaiblir la surveillance sanitaire, il faut renforcer l'évaluation des risques liés aux pesticides. Dernièrement d'autres établissements publics d'intérêt général ont perdu des financements : l'ARS, l'Agence BIO, l'OFB...

### Pollution des eaux et menaces sur les agences de l'eau

La loi marque une inquiétante régression environnementale : dépenalisation des destructions environnementales, libéralisation de l'activité agricole, remise en cause des procédures de régulation des pesticides, disparition

## ÉCOLOGIE Loi Duplomb, ou la main visible de la FNSEA

La loi Duplomb a échappé au débat parlementaire. Renvoyée en commission, elle propose de réintroduire des pesticides interdits (néonicotinoïdes tueurs d'abeilles) et de réduire l'indépendance de l'Anses (Agence nationale de sécurité sanitaire).

LOI DUPLOMB: LE RETOUR DES PESTICIDES DANGEREUX POUR L'ENVIRONNEMENT



du mot agroécologie, atteinte à la qualité de l'eau potable.

Sur ce point, les seuils réglementaires de métabolites de pesticides dans l'eau potable sont régulièrement dépassés. D'après une enquête du Monde menée conjointement avec 5 autres médias européens et publiée en mai 2024, les pesticides et leurs sous-produits sont quantifiés dans 97% des stations de contrôle de la qualité de l'eau et dépassent les normes dans près de 20% d'entre elles. Entre 1980 et 2019, 12500 captages ont été abandonnés sur les 33 000 existants. Les nappes phréatiques subissent des pollutions diffuses, largement

dues à l'agriculture, provoquant des dégâts irréversibles. Devant le coût exorbitant de la dépollution, fermer les captages devient la solution privilégiée. Dans le même temps, le fugace gouvernement Barnier, obnubilé par la réduction de la dette publique et proche des intérêts agricoles, ponctionnait 130 millions d'euros dans les caisses des agences de l'eau, compromettant leur capacité d'action future.

« Visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculture », la loi Duplomb reprend des revendications productivistes des chefs d'entreprise de la FNSEA, syndicat de patrons.

Laurent Duplomb, soutenu par la ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire de la France, Annie Genevard, a été président FNSEA en Haute-Loire, président régional du géant du lait Sodiaal et membre du conseil de surveillance de Candia. Selon Reporterre, de nombreux amendements, écrits par les députées Danielle Brulebois (Renaissance) et Hélène Laporte (RN), l'ont été avec la FNSEA.

### Scandale des eaux Nestlé

L'État a laissé le groupe vendre des eaux contaminées. Bactéries, PFAS, pesticides, matières fécales, virus, alors qu'il était au courant depuis au moins 2022. Nous dénonçons l'inaction de l'État en termes d'écologie et de santé publique, qui confine à la complicité. Nous exigeons de conserver des garde-fous et que des décisions soient prises rapidement concernant la qualité de l'eau que nous buvons chaque jour. Nous plébiscitons une agriculture paysanne, plus respectueuse de la biodiversité, des ressources, de la santé, des agriculteurs, des animaux et des citoyens.

Anna, NPA 27

## PALESTINE Imposer des sanctions contre Israël, unifier le mouvement de solidarité

À l'heure où le génocide s'intensifie à Gaza avec des images absolument terrifiantes, le mouvement de solidarité est en difficulté pour répondre à la hauteur de l'enjeu.

Devant la famine qui s'approfondit à Gaza, le bombardement d'écoles et l'impossibilité pour le dernier hôpital de fonctionner, une certaine émotion, un certain effroi envahissent enfin l'opinion mondiale. Il était temps.

### Des prises de position publiques

Les dirigeants des grandes puissances, à l'instar de Macron, sont forcés de montrer leur distance avec la politique de Netanyahu et de dénoncer le danger de génocide... alors que l'ONU l'a fait depuis plusieurs mois. La France, la Grande-Bretagne et le Canada ont même menacé Israël « d'autres mesures, y compris des sanctions ciblées ».

Sans qu'on sache si cela aura un jour des répercussions concrètes. Car, concrètement, Macron ne lève pas le petit doigt pour empêcher le commerce et les partenariats avec Israël. Il ne fait rien non plus contre la présence de l'État génocidaire au salon du Bourget, par le biais de grandes entreprises de l'armement et de l'aéronautique, comme Elbit Systems qui pèse 7 milliards de dollars de chiffre d'affaires et ou comme Rafael Advanced Defense Systems qui produit des drones, des missiles et du matériel de surveillance.

### La prétendue solution à deux États

En revanche, Macron tente de nouveau de nous vendre la fable de la reconnaissance de l'État de Palestine. La proposition est tentante pour de nombreuses organisations, car cela permettrait de faire apparaître la Palestine comme un acteur diplomatique. En réalité, cette proposition ne peut répondre aux besoins de la situation.



Première raison, Macron demande une reconnaissance mutuelle entre la Palestine et Israël, ce qui signifierait pour Israël reconnaître les frontières de son État — ce qu'il n'a jamais fait — et pour les Palestiniens, accepter la réalité de l'État raciste, d'apartheid qu'est Israël, tandis que leur territoire consisterait en une galaxie de micros-morceaux d'État dont les connexions seraient contrôlées par Israël.

Cela, en outre, remettrait en selle l'Autorité palestinienne, alors qu'elle est extrêmement discréditée en raison de la répression qu'elle exerce contre les forces de résistance palestinienne et de sa collaboration avec le régime sioniste.

Deuxième raison, cette proposition divise le mouvement de solidarité au moment où il aurait besoin de la plus grande unité contre le génocide. En effet, s'opposent deux

options : d'une part, la construction d'un État de Palestine au côté de l'État d'Israël ; de l'autre — l'option que nous défendons — la libération d'une Palestine démocratique, laïque et égalitaire où chacun peut vivre selon sa religion et son origine du moment qu'il accepte son cadre décolonial. Ce débat est inévitable.

### Construire la solidarité

La discussion sur l'avenir de la Palestine ne devrait pas nous détourner de la construction du mouvement de solidarité, plus que jamais nécessaire. Il faut imposer des sanctions contre Israël et pour cela, construire le mouvement de solidarité et la mobilisation unitaire.

La bataille contre la dissolution d'Urgence Palestine, qui est une étape démocratique clé, peut être un outil pour unifier le mouvement. Il est possible d'organiser des comités contre la dissolution partout, pour que dans chaque ville les forces qui s'opposent au génocide se rencontrent et s'organisent pour construire une mobilisation unifiée.

Antoine Larrache

## L'Anticapitaliste.org

Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et de émissions sur



À lire sur le site

L'archéologie en lutte contre la loi des profits



## No comment

Le drapeau palestinien est devenu le symbole des émeutiers, le signe de ralliement de bandes islamistes décidées à défier les institutions républicaines.

GILLES PLATRET, maire de Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire), ex-LR, le 1<sup>er</sup> juin, cité par le Parisien.

## Agenda

**Jeudi 5 juin, réunion publique du NPA-A « Pour une révolution écosocialiste » avec Christine Poupin, Rouen (76).** À 18h, salle Ostermeyer, 11, avenue Pasteur, Rouen Préfecture. Autour du Manifeste écosocialiste de la IV<sup>e</sup> Internationale.

**Jeudi 5 juin, meeting « Stop au génocide, non à l'interdiction d'Urgence Palestine ! », Paris 20<sup>e</sup>.** À 18h30, place de la Réunion, métro Alexandre-Dumas.

**Jeudi 5 juin, conférence-débat « Le Nicaragua sous la dictature », Paris 10<sup>e</sup>.** À 19h à la Bourse du travail, salle Croizat, 3, rue du Château-d'Eau.

**Lundi 9 juin, rassemblement unitaire contre le fascisme, le racisme et l'extrême droite, Montargis (45).** À 10h30, manifestation au départ de la Sous-Préfecture, suivie à 12h d'un village progressiste, place du Pâtis (Lire page 6).

**Samedi 7 juin, Pride des banlieues, La Courneuve (93).** À 13h à la gare de la Courneuve-Aubervilliers.

**Mercredi 11 juin, réunion publique du NPA-A « Pour une révolution écosocialiste » avec Christine Poupin, Rennes (35).** À 19h, 10, rue des Trente à Rennes. Autour du Manifeste écosocialiste de la IV<sup>e</sup> Internationale.

**Mercredi 11 juin, réunion publique du NPA-A « Lutter contre les offensives réactionnaires et pour les droits des personnes LGBTI+ », Strasbourg (67).** À 19h, à la Maison des Associations de Strasbourg, au 1A Place des Orphelins.

**Mercredi 11 juin, meeting du NFP « Pour nos emplois et notre industrie » avec Pauline Salingue, Le Mans (72).** À 19h, salle Yvon Luby à Alloues (72).

**Vendredi 13 juin, Rencontres de la Brèche avec Hajar Azell, Paris 12<sup>e</sup>.** À 19h, à la librairie La Brèche, 27 rue Taine, 75012 Paris.

**Samedi 14 juin, manifestation nationale pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah, Paris.** À 14h, place de la République.

**Samedi 14 juin, Fête anticapitaliste du NPA Charente, La Faye (16).** À partir de 14h, salle polyvalente de La Faye. Table ronde, projection, meeting, buffet, musique, expos... Entrée 2€, gratuit pour les enfants, repas prix libre.

**Du 20 au 22 juin, Guerre à la guerre: manifestation contre le salon du Bourget.**

**Samedi 21 juin, Deuxième rencontre nationale du réseau des collectifs locaux du NFP, Paris.** De 9h30 à 17h, à la Bourse du travail (salle Hénaff), 29, boulevard du Temple, métro République.

**Samedi 28 juin, Marche des Fiertés LGBTQI+.**

**Du 19 au 26 juillet, 40<sup>e</sup> édition des Rencontres Internationales Jeunes (RIJ), Wallonie (Belgique).** Infos: jeunes@nouveauantiparticaliste.org

**Du dimanche 24 au mercredi 27 août, 17<sup>e</sup> Université d'été du NPA-L'Anticapitaliste, Port-Leucate (11).** Accueil le samedi 23 à partir de 14h et départ le jeudi 28 après le petit-déjeuner.

## L'Anticapitaliste l'hebdou du NPA

**Rédaction :** redaction@npa2009.org

**Tirage :** 1800 exemplaires

**Diffusion :** diffusion.presse@npa2009.org

**Directrice de publication :** Penelope Duggan

**Administration :** 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

**Secrétaire de rédaction :** Fabienne Brifault

**Numéro ISSN :** 2269-3696

**Maquette :** Ambre Bragard

**Commission paritaire :** 1225-C-93922

**Impression :** Rotographie, Montreuil-sous-Bois

**Société éditrice :** Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tél. : 01 48 70 42 21  
Mail: rotoimp@wanadoo.fr



## MOYEN-ORIENT

# L'Iran, chauffé à blanc par la grève des camionneurs



Depuis le 22 mai, les chauffeurs routiers mènent une grève nationale qui touche plus de 163 villes et trente provinces de l'Iran.

Il s'agit d'un mouvement déterminé et structuré contre la dégradation accélérée des conditions de travail, les salaires de misère, l'insécurité de l'emploi, la corruption dans le processus d'attribution du fret, les retards de paiement des frais de transport, l'explosion des prix du carburant, des pièces détachées, des réparations et des assurances, l'insécurité routière...

### Les chauffeurs routiers, porte-voix des travailleurs

Comme toujours, le pouvoir a recours à la répression, aux arrestations et aux intimidations. Cependant, grâce à leur mobilisation massive et à la solidarité de nombreux segments de la classe ouvrière et de la population, les chauffeurs sont parvenus à contrer partiellement l'appareil répressif.

Leurs revendications dépassent le secteur des transports. Leurs voix font écho à la situation des enseignants, retraités, infirmiers, ouvriers, et autres groupes en difficulté. Chômage, licenciements, surexploitation, revenus inférieurs au seuil de pauvreté, hyperinflation, couverture sociale et code du travail en lambeaux, répressions, sont le quotidien de l'immense majorité. Au septième jour de grève, les chauffeurs des camions-citernes de la raffinerie d'Abadan ont rejoint la mobilisation. La grève des chauffeurs de poids lourd se double de celle de conducteurs de pick-up qui transportent diverses marchandises dans les villes. Dans un pays où 90 % des marchandises circulent par camion, les effets du mouvement se font durement sentir, et les prix s'envolent toujours plus haut. Le pays est au bord de l'asphyxie économique.

### Un soutien très large

Face à ces dynamiques, le gouvernement a entamé un relatif recul. Encouragé par ces signes de faiblesses, le mouvement se renforce et fait tache d'huile.

Des organisations d'enseignants, de retraités, d'infirmiers, de travailleurs du pétrole, le syndicat Vahed (transports en commun de Téhéran et banlieue) et celui de l'usine sucrière de Haft Tapeh, mais aussi des détenus politiques comme Narges Mohammadi, lauréate du prix Nobel de la Paix, ont apporté leur soutien à la lutte des chauffeurs. 32 cinéastes (dont Jafar Panahi et Mohammad Rassoulof) signent une tribune dans laquelle ils déclarent notamment : « la grève est un avertissement contre l'injustice, le vol et l'inégalité systémique..., aucun pays ne peut survivre à ce niveau de pillage, de mauvaise gestion... ». Ils expriment ce qu'une majorité sait depuis très longtemps : la République islamique n'est qu'une dictature capitaliste théocratique et corrompue. Alors que les dignitaires du régime font partis des plus grandes fortunes du Moyen-Orient, plus de 60 % de la population vit sous le seuil de pauvreté.

### Bien plus qu'une lutte sectorielle

Les soulèvements à répétition qui agitent l'Iran ne sont pas des conflits catégoriels ou sectoriels. Ils s'inscrivent dans une situation politique, sociale et économique structurelle qui se traduit par l'explosion de la misère, dans une société étouffée par la Mollaharchie. Ces mouvements résultent de la formation d'une conscience de classe forgée dans l'expérience des luttes sociales et démocratiques. La solution est dans l'organisation indépendante des travailleurs et des travailleuses, la jonction des fronts de lutte pour le renversement de la République islamique, pour l'égalité, la justice sociale et la démocratie.

**Babak Kia**

## AFRIQUE DE L'EST

# La santé, malade de l'austérité en Éthiopie



Depuis le 12 mai, le personnel de santé des différents hôpitaux que compte le pays est en grève.

Sur la dizaine de revendications avancées figure en bonne place la question des rémunérations. L'exigence est d'être au niveau du standard des pays d'Afrique de l'Est, soit 1 000 dollars par mois.

### Réparer des années d'injustice

À cela, s'ajoutent un temps de travail conforme aux recommandations de l'OMS (Organisation mondiale de la Santé) — soit 45 heures avec le paiement des heures supplémentaires — des indemnités de transport et de logement, une prime de risque et des soins médicaux gratuits pour les professionnelles et leurs familles. Un médecin témoigne pour ses collègues : « Il y a eu des cas où ils n'avaient même pas les moyens de se faire soigner lorsqu'ils tombaient malades et étaient contraints de mendier ». Le lancement de la grève a été précédé d'une intense mobilisation sur les réseaux sociaux autour des hashtags #HealthWorkersMatter (les travailleurs de la santé comptent) ou #PayHealthWorkersFairly (payer équitablement les travailleurs de la santé). À cette occasion les populations ont pu découvrir qu'un médecin spécialiste gagne 70 euros par mois, un médecin généraliste 7 600 birrs mensuels soit une cinquantaine d'euros ; les autres personnels de santé,



DR

infirmiers ou aides-soignants, touchent des salaires encore bien moindres.

### Un système de santé en lambeaux

Le seul moyen de s'en sortir est de cumuler plusieurs postes augmentant le nombre d'heures de travail, comme l'indique un docteur du Black Lion Specialized Hospital : « Je viens de terminer mon service de nuit, j'ai travaillé la nuit précédente dans un hôpital privé et je suis de retour aujourd'hui. Nous sommes soumis à une pression intense », avec un risque avéré de dégradation de la qualité des soins. La situation est bien plus désastreuse dans les provinces du pays où les heures supplémentaires ne sont pas payées et où les salaires arrivent avec retard, ce qui entraîne des vagues de démissions, aboutis-

sant à des déserts médicaux.

La déclaration d'Abuja sur la santé fixait comme objectif en 2000 un budget dédié à la santé équivalent à 15 % du PIB. Pour l'Éthiopie, on en est loin : la Banque mondiale estimait en 2022 que ses dépenses représentaient 2,85 % de son PIB.

### La répression plutôt que la négociation

Au lieu de répondre aux revendications, les autorités ont eu un discours contradictoire, affirmant que la grève a peu d'impact mais accusant les personnels de santé de tuer les patients. Elles ont emprisonné Mahlet Gush, une anatomopathologiste renommée ainsi que huit autres collègues. La Dr Mahlet est accusée « d'incitation à l'émeute et aux troubles » et de « collaboration avec des forces hostiles à la paix pour

fomentation d'une rébellion urbaine », puis d'autres accusations ont été portées à son encontre, notamment d'avoir « provoqué la mort de patients par la grève ». Sauf que depuis plus d'un an elle n'exerce plus d'activité clinique.

En fait, son incarcération est liée à l'interview qu'elle a donnée à la BBC critiquant l'état catastrophique de l'offre de soins dans le pays. Cette répression, habituelle pour le gouvernement qui n'hésite pas à étouffer les voix dissidentes, a conduit l'Ethiopian Human Rights Commission (Commission éthiopienne des droits humains), organisme public, à marquer sa réprobation. La répression s'est accentuée. Ainsi Amnesty International a reçu une liste de 121 salariés de la santé qui ont été arrêtés. D'autres subissent des intimidations et des menaces, notamment le retrait de leur licence.

En dépit de ces pressions, la grève tient bon et les autorités ont commencé à négocier, mais le personnel met comme préalable à l'ouverture des pourparlers la libération des salariés emprisonnés et la levée de toutes les sanctions.

Une victoire des grévistes serait un encouragement pour d'autres secteurs, notamment celui de l'enseignement, lui aussi fort mal traité.

**Paul Martial**

## EUROPE

# Des résistances face au monde de Meloni et de l'extrême droite en Italie

Les sondages électoraux donnent toujours une large avance aux forces d'extrême droite au pouvoir en Italie, et de larges secteurs de la société restent passifs et même favorables à leurs politiques antisociales et réactionnaires.

Cependant, une certaine effervescence sociale commence à se manifester et la volonté d'opposition grandit. Cette mobilisation sociale et politique s'articule autour de trois axes.

### Mobilisation contre le décret de la peur

Il s'agit d'un décret-loi gouvernemental hyper répressif, antidémocratique et anticonstitutionnel qui « combine répression politique, contrôle social, populisme pénal, culture patriarcale, mépris de classe et racisme, en introduisant 23 nouveaux délits pénaux... Il s'agit d'une véritable guerre interne déclenchée par le gouvernement post-fasciste contre la classe ouvrière, les mouvements sociaux, les jeunes, les écologistes, les femmes et les migrants ».

Après de nombreuses manifestations locales, une très grande manifestation s'est déroulée samedi 31 mai à Rome, réunissant tous les mouvements sociaux, les forces de la gauche radicale, mais aussi la CGIL et les partis d'opposition parlementaire contre le « décret de la peur », tout en exprimant la solidarité avec la Palestine et le refus du réarmement.

### Se soulever pour la Palestine et contre le réarmement

C'est là le deuxième thème central : les manifestations de solidarité avec le peuple palestinien et de rejet du génocide en cours à Gaza se multiplient, mais aussi le refus du programme de réarmement de l'Europe capitaliste. Ces remous ont poussé les forces d'opposition,

PD, M5S et l'Alliance des verts et de la gauche (AVS) à organiser une manifestation contre la politique du gouvernement israélien le 7 juin. Mais la grande manifestation aura lieu le 21 juin à Rome. Elle sera organisée par le comité « Stop ReArm Europe » qui rassemble le monde associatif et les forces politiques et syndicales radicales de gauche, mais aussi la CGIL. « Arrêter Israël, libérer Gaza et la Palestine, désarmer l'Europe et le monde, arrêter la guerre et le système de guerre ». Pour Sinistra Anticapitalista, il s'agit également d'une « bataille contre tous les impérialismes, celui néo-tsariste de Poutine, celui de l'OTAN et des États-Unis de Trump et celui de l'Union européenne capitaliste ».

### Un référendum contre la précarité

La troisième ligne directrice de la mobilisation est la campagne en vue du référendum institutionnel des 8 et 9 juin : les citoyenNES devront se prononcer sur quatre questions abrogatives (promues par la CGIL) sur les pires dispositions du « Jobs Act » voulu par le PD libéral de Renzi en 2014, auxquelles s'ajoute une question sur la citoyenneté promue par une petite force laïque du centre. Les cinq questions sont soutenues par un large éventail de forces sociales et par presque tous les partis d'opposition, y compris le PD de la secrétaire Schlein. Il s'agit d'un référendum qui vise à limiter la précarité et l'insécurité du travail, à lutter contre le libéralisme et à renforcer l'unité de la classe ouvrière<sup>1</sup>. Il semble très difficile

d'atteindre le quorum (50%) ; le gouvernement et les médias ont imposé un silence quasi total sur cette échéance ; les forces patronales et de la droite misent sur l'abstention pour maintenir les normes de précarité. La campagne, organisée notamment par la CGIL, a été intense et massive, trouvant un écho positif également auprès des jeunes. Il est difficile d'envisager une victoire totale, mais il se peut qu'un climat social plus favorable à la résistance et aux luttes soit en train de se créer, y compris pour le renouvellement des contrats de travail de 7 millions de salariés, et cela dans un contexte de forte crise industrielle.

### Franco Turigliatto

1 – Sont prévues la réintégration dans l'emploi pour les personnes licenciées sans motif valable, une indemnisation plus importante pour les personnes licenciées dans les entreprises de moins de 15 salariés, des motifs stricts pour recourir aux contrats à durée déterminée, la responsabilité de l'entreprise donneuse d'ordre dans les sous-traitances, un accès plus rapide à la citoyenneté pour les travailleurs migrants.

### À lire sur le site



**États-Unis. Pour les universités, la répression de Trump, c'est « pire que le maccarthysme »,** par Dan La Botz

# DÉFENDRE L'ÉTAT DE DROIT ?

La condamnation de Marine Le Pen le 31 mars à quatre ans de prison, dont deux avec sursis, à une peine d'inéligibilité de cinq ans avec exécution provisoire et à 200 000 euros d'amende a donné lieu à des positionnements très différents sur le rapport du mouvement ouvrier à l'État de droit et à la défense de la justice. Nous avons, avec d'autres organisations, appelé à se rassembler à Paris le 6 avril, contre le meeting organisé le même jour par le RN. L'occasion de revenir sur notre analyse de « l'État de droit ». **Le point par Sulalat.**

## Aucune illusion sur la nature bourgeoise de la justice

En tant que marxistes, nous ne nous faisons aucune illusion sur la prétendue neutralité de l'État, y compris démocratique. L'État de droit, démocratique et égalitaire, en dehors des rapports sociaux de pouvoir et reposant sur une Constitution garante des libertés avec la séparation des pouvoirs, est un mythe, surtout en France où le régime de la 5<sup>e</sup> République

peut se passer de l'Assemblée nationale. On le voit d'ailleurs lorsque le capitalisme est en crise et que les institutions de l'État se maintiennent par la violence et l'autoritarisme. Au final, l'État bourgeois produit domination sociale et répression pour maintenir les intérêts de la classe dominante. S'il existe des droits et libertés démocratiques, il sera toujours possible pour

la bourgeoisie de revenir sur les acquis des luttes comme le droit d'association ou le droit de grève. Ce n'est pas donc une institution neutre, perfectible, qui peut être gérée dans les mains de la classe des travailleurs. Il faut la remplacer pour en finir avec la société de classes.

**Justice et contre-pouvoirs**  
La justice, aux côtés de la police, est un outil indispen-

sable à l'appareil répressif de l'État et à l'exercice de son pouvoir. De par la composition de son corps, les professionnelLES du droit sont structurellement issusEs de familles de cadres et de professions libérales, et de par les liens structurels qui existent avec le pouvoir d'État, l'institution judiciaire applique une justice de classe qui légitime l'exploitation, ce qui en fait un outil puissant de défense de l'idéologie dominante.

Les exemples ne manquent pas : des condamnations pendant le mouvement des retraités à celles des jeunes racisés, pendant les révoltes à la suite de l'assassinat de Nahel ou encore la répression des militantEs pour la Palestine. Et les plus hautes juridictions que sont le Conseil constitutionnel ou le Conseil d'État ne sont jamais un contre-pouvoir à l'autoritarisme de l'exécutif. Pour prendre un exemple récent, les censures constitutionnelles de la dernière loi sur l'immigration dite « Loi Darmanin » de 2024 n'ont été que des censures de forme et pas de fond. De même, le Conseil d'État a validé l'écrasante majorité des décrets de

dissolutions administratives depuis 2017.

Il nous appartient en conséquence de dénoncer ces illusions sur la légitimité d'un État neutre et chercher à l'affaiblir à chaque offensive de classe, en s'appuyant sur les luttes du mouvement social, car l'État de droit est un puissant vecteur de sous-mobilisation qui repose sur la confiance en l'État. C'est tout le raisonnement sur le fait que la répression étatique serait un dévoiement d'une gestion « normale » de l'État et qu'il serait possible d'en avoir une gestion démocratique alors que seule la fin du capitalisme permettra d'en finir avec l'exploitation du plus grand nombre.

**En défense des outils démocratiques**

En revanche, nous ne pouvons nous contenter d'une simple critique de l'État de droit. Nous devons aussi défendre, à chaque offensive de la bourgeoisie, les acquis du mouvement ouvrier et nos droits démocratiques que nous articulons toujours à des revendications transitoires qui préparent leur dépassement.

En cela, nous ne sommes pas accélérationnistes : nous pensons qu'il ne faut pas se limiter à profiter de la répression étatique pour établir le rapport de forces, quitte à précipiter l'arrivée au pouvoir d'un régime plus autoritaire, voire fasciste.

Face à la dégradation du rapport de forces, nous défendons les outils démocratiques qui sont à notre disposition, afin de permettre au mouvement ouvrier de s'organiser et de construire la conscience de classe.

**Nous défendons les outils démocratiques afin de permettre au mouvement ouvrier de s'organiser et de construire la conscience de classe**

C'est le sens de notre mobilisation du 6 avril dernier contre le Rassemblement national et également de la tactique du front unique que nous avons appliquée dans le NFP aux dernières législatives.



## La défense des libertés démocratiques comme moyen de lutter contre l'État bourgeois

Dans les mobilisations et les luttes, nous critiquons la justice de classe et le droit qu'elle applique qui ne gère essentiellement que les illégalismes qui répriment les classes populaires. La criminalité de la classe bourgeoise reste majoritairement impunie et lorsqu'elle l'est, le système pénal condamne à des peines qui sont proportionnellement moindres, comme le sursis. Nous ne pouvons cependant nous désintéresser de revendications qui concernent l'institution judiciaire.

**Justice pour les crimes policiers**

Parmi les aspirations à la justice sociale, les revendications qui concernent l'institution judiciaire sont importantes dans notre camp social : notamment la fin de l'impunité policière et les procès pour les victimes de violences policières. Nous exigeons la justice pour les crimes policiers parce que nous savons que c'est une étape essentielle du rapport de forces contre la domination policière. C'est en ce sens que lors des révoltes à la suite de la mort de Nahel, nous avons formulé des revendications d'amnistie pour les condamnéEs.



Marine Le Pen à l'Assemblée nationale. PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Également, nous rejetons la légitimité du droit international en tant que moyens de l'impérialisme mais nous avons utilisé tactiquement l'élan de mobilisation populaire qui a suivi la décision de janvier 2024 de la Cour internationale de Justice contre Israël concernant le génocide en Palestine. Dans ce contexte, on peut se réjouir de la condamnation de Marine Le Pen parce qu'elle est accablante pour un parti qui se prétend d'une probité inégalée et en appelle à la fin du « laxisme » judiciaire.

Se satisfaire que la justice n'a pas une fois de plus participé à l'impunité de la classe politique n'équivaut pas à une croyance dans la possibilité que l'institution judiciaire soit un contre-pouvoir. Nous n'affirmons pas qu'une telle condamnation serait un rempart contre l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite. De même, si nous nous réjouissons des condamnations de policiers, nous savons que le maintien de l'ordre social est construit autour de l'impunité policière.

D'ailleurs en ce qui concerne Marine Le Pen, l'institution judiciaire s'est précipitée pour bouleverser le calendrier judiciaire afin que son procès en appel puisse se tenir avant les prochaines élections...

**Ne pas laisser la défense de nos intérêts à l'État**

La démocratie bourgeoise revendique que le pouvoir politique et exécutif soit soumis au pouvoir judiciaire : lorsque c'est le cas, nous devons pouvoir le reconnaître et l'utiliser à des fins d'agitation politique. Cela est d'autant plus crucial lorsque la droite et l'extrême droite revendiquent toujours plus ouvertement leurs attaques contre « l'État

de droit » et l'institution judiciaire. Nous le savons, la classe bourgeoise peut se passer de la justice si celle-ci devient un frein à la défense de ses intérêts.

**La classe bourgeoise peut se passer de la justice si celle-ci devient un frein à la défense de ses intérêts**

Au contraire, nous disons que les décisions judiciaires sont conjoncturelles et ne changent rien à la dynamique politique de fond de la montée du fascisme, elles ne peuvent qu'être des moments de répit pour construire des mobilisations.

Les militantEs révolutionnaires doivent utiliser la justice comme point d'appui pour montrer la nature réelle de l'État, sans négliger que c'est aussi un terrain de la lutte des classes. Nous ne pouvons laisser la défense de nos droits démocratiques à l'institution judiciaire ou au pouvoir législatif puisqu'en dernier ressort, la nature profonde de l'État est d'exercer le pouvoir par la violence pour maintenir les intérêts de classe.

## SÉCURITÉ SOCIALE

### Qui veut noyer la Sécu, l'accuse de déficit...

Modèle social « à bout de souffle », situation « hors de contrôle » : entre les agences de notation, le Medef, la Cour des comptes, Macron et Bayrou, c'est la course à la dramatisation du « déficit » des finances publiques et de la Sécurité sociale. Le spectre d'un scénario « à la grecque » est agité.

L'objectif est de provoquer un effet de sidération permettant d'anesthésier toute réaction. Pouvoir et patronat entendent ainsi créer la résignation nécessaire à l'acceptation pour 2026 d'un nouveau plan d'austérité de 40 milliards d'euros et d'une nouvelle étape dans la destruction de la Sécurité sociale. Il est grand temps pour le mouvement social et ouvrier d'organiser la riposte.

#### Une « crise de liquidité », vraiment ?

Concernant la Sécu, la Cour des comptes n'hésite pas à évoquer le risque « de plus en plus sérieux de crise de liquidité à partir de 2027 ». En clair, une incapacité à faire face au financement du système de santé, des retraites et des prestations familiales, de la perte d'autonomie. Les chiffres avancés dans le rapport de la Cour des comptes ne confirment pourtant pas la catastrophe annoncée. Pour 2024 le « déficit » de la Sécurité, supérieur de 4,8 milliards aux prévisions s'élève à 15,3 milliards, soit... 2,4% sur les 640 milliards de crédits votés. Pour les années à venir, il s'élèverait à 25 milliards, soit moins de 4%. Rien qui annonce une situation « incontrôlable » !

Ces chiffres doivent surtout être comparés avec le manque de recettes, organisé par ceux-là mêmes qui dénoncent un « gouffre » insoutenable. Les exonérations de cotisations sociales, accordées aux entreprises, s'élèvent à 83 milliards d'euros (plus de 3 fois le « trou » annoncé !). Elles ont pour seul but de diminuer le « coût du travail », c'est-à-dire la part des salaires afin d'augmenter celle des profits, sans qu'ait jamais pu être démontré un réel avantage pour l'emploi. En finir avec les exonérations de cotisations ne supprimerait pas seulement le déficit ; des excédents seraient dégagés pour mieux répondre aux besoins sociaux.

#### Défendre la Sécu

Mais c'est la voie inverse qui est aujourd'hui envisagée avec l'instauration de la « TVA (anti) sociale », impôt injuste payé avant tout par les classes populaires et se substituant aux cotisations versées par les employeurs<sup>1</sup>.

« Qui veut noyer son chien l'accuse de la rage » dit le proverbe. Pour le Medef comme pour le pouvoir, la méthode est encore plus perverse : inoculer eux-mêmes le virus du « déficit », afin d'abattre la « bête noire » qu'est pour eux la Sécu. Alors que l'on s'appête à célébrer les 80 ans de cette conquête essentielle de la solidarité ouvrière, il y a urgence, face à la brutalité de l'attaque, à se ressaisir et à organiser une riposte mobilisatrice et unitaire.

On ne peut que saluer l'initiative qui vient de prendre en ce sens le collectif unitaire du « Tour de France de la santé » qui invite « toutes les organisations attachées à la Sécurité sociale à une réunion d'échange et de préparation ».

Son appel affirme : « À l'heure où nous allons fêter les 80 ans de la Sécu, il est temps de réagir. Nous ne pouvons plus attendre ! De nombreuses organisations planifient des événements en lien avec cet anniversaire et c'est une bonne chose. Mais nous sommes nombreux-ses à souhaiter que dans le même temps nous puissions collectivement, dans un large mouvement unitaire, construire une initiative d'ampleur nationale pour s'opposer aux mesures remettant en cause notre Sécu et à la cure d'austérité annoncée, mais aussi avancer nos propositions ». Souhaitons que cet appel soit entendu.

**J.C. Delavigne**

1 – Lire l'article de F. Prouhet « Hold-up sur la Sécu : le retour de la TVA antisociale ! », <https://lanticapitaliste.org/actualite/sante/hold-sur-la-secu-le-retour-de-la-tva-antisociale> et le communiqué du NPA : « C'est le retour de la TVA antisociale ! », <https://npa-lanticapitaliste.org/communiqu/cest-le-retour-de-la-tva-antisociale>

## ÉCOLOGIE

# A69, une reprise des travaux inadmissible !

La décision de la Cour administrative d'appel de Toulouse du 28 mai de reprendre les travaux de l'A69 est un pur scandale. Rien dans le dossier du rapporteur public n'est venu modifier le fond du dossier : il n'y avait et il n'y a aucun élément qui justifie une raison impérieuse d'intérêt public majeur.

Aucun prétextes invoqués, désenclavement économique de Castres, diminution du nombre d'accidents, amélioration de la qualité de vie des habitantEs, ne justifient la destruction de 169 espèces protégées et de leurs habitats naturels. L'autorisation environnementale du projet avait été totalement annulée le 27 février 2025 en première instance et les travaux suspendus en attente du jugement sur le fond, qui doit intervenir d'ici quelques mois.

#### Scandale écologique

À l'issue d'une instruction de deux ans, les magistrats du tribunal administratif avaient porté un coup d'arrêt salutaire à un projet inutile, destructeur et irresponsable. Aujourd'hui, le collectif La Voie est libre (LVEL) s'inquiète qu'il soit possible pour des magistrats, à peine saisis depuis un mois et demi, de balayer en une phrase les cinq pages de motifs développés par les magistrats de première instance. Par leur refus de motiver leur décision, les juges admettent implicitement que les arguments de l'État sont vides et insuffisants et que ce revirement de la

justice administrative est politique. Cette décision illustre le cours nauséabond de la politique gouvernementale. Elle s'inscrit dans un retour en arrière global sur toutes les questions environnementales : relance des pesticides ; autorisation de mégabassines et de fermes géantes ; recul sur le « zéro artificialisation des sols » ; attaque contre les agences de protection de la nature. La reprise du chantier de l'A69 symbolise cet aveuglement face aux menaces qui pèsent sur le climat et la biodiversité.

#### Scandale démocratique

Ce verdict accompagne une attaque frontale de l'État de droit. Le vote par le Sénat d'une loi de validation des arrêtés préfectoraux autorisant le chantier marque la volonté d'outrepasser les prérogatives de la justice en donnant le dernier mot aux parlementaires. Cette loi votée le 15 mai par la quasi-totalité des sénateurs PS présents en séance est une remise en cause directe de la séparation des pouvoirs et de l'indépendance des magistrats. Si le vote des députéEs à l'Assemblée nationale le 2 juin a rejeté la



proposition de loi, c'est pour mieux l'envoyer dans une commission mixte paritaire qui lui est favorable. Preuve de la nécessité du rapport de forces dans la rue ! Au-delà de l'autorisation ou non d'une infrastructure autoroutière, c'est l'équilibre général des pouvoirs qui est en jeu : un terrain d'entente entre l'extrême droite, la droite extrême et le bloc gouvernemental qui veulent affaiblir la démocratie.

Les opposantEs ont eu du mal à digérer cette décision incompréhensible, intolérable. En colère et déterminés, les collectifs (LVEL, Soulèvements de la Terre, Groupe national de surveillance des arbres) appellent à un événement, la « Turboteuf », dans le Tarn du 4 au 6 juillet. Nous serons là pour réfléchir ensemble aux actions à mener si le chantier redémarre. Nous ne laisserons pas faire ce projet injuste et écocide.

**Dominique, Tarn sud**

## En bref

### Strasbourg La police réprime les lycéenEs.

Le jeudi 15 mai, 3 lycéenEs publics de Strasbourg étaient bloqués par des lycéenEs pour commémorer la Nakba et dénoncer le génocide en cours en Palestine. Au lycée des Pontonniers, la police est intervenue tôt dès 8 heures pour tenter de débloquent les entrées de l'établissement. Le NPA-*l'Anticapitaliste* était présent comme d'autres mouvements anticoloniaux. Des militantEs du NPA soupçonnés de manipuler la jeunesse ont été intimidés par les flics.



17 au commissariat. Il est mis en garde à vue pendant 14 h. Motif : violence et outrage envers une personne dépositaire de l'autorité publique. Il est vrai qu'il s'est débattu lorsqu'il a été plaqué au sol le 15 mai. Défendre une population génocidée, en particulier lorsque l'agresseur s'appelle Israël, devient un délit. Nous le savions déjà, la police à Strasbourg ayant sévi en la matière envers les militantEs du NPA-*l'Anticapitaliste* après le 7 octobre. Réprimer et intimider des jeunes est insupportable. Lorsque ceux-ci dénoncent les injustices commises par la communauté internationale dont la France et s'opposent à toute forme de colonialisme et d'impérialisme, ils sont insupportables au pouvoir. Face à cette répression nous serons présentEs et continuerons à lutter ensemble pour une Palestine libre.

**CorrespondantEs**

### Extrême droite Le Gâtinais résiste aux fascistes !

Le 9 juin, pour fêter le premier anniversaire de sa victoire aux élections européennes, le Rassemblement national et son groupe Patriotes pour l'Europe organisent un meeting à Mormant-sur-Vernisson, à

environ 6 km au sud de Montargis (45).

Dans ce petit village de 133 habitantEs, où le RN a récolté 90 % des voix au second tour des législatives en 2024, c'est toute l'internationale fasciste d'Europe qui est invitée. Aux côtés de Bardella et Le Pen, est annoncée la venue de Salvini (Lega), Wilders (PVV), Abascal (Vox) et même Viktor Orbán. Ce raout des fachos devrait accueillir 5 000 participants.

Les différentes organisations du mouvement social ont déclaré qu'il était hors de question que le Loiret devienne un laboratoire et une vitrine pour toute l'extrême droite raciste, fasciste, patriarcale et autoritaire. Un collectif unitaire s'est ainsi monté, regroupant un très large arc de forces : la CGT, la FSU, Solidaires, la CFTD ; les partis du NFP, du NPA-A au PS, en passant par LFI, le PCF, Générations ou les Écologistes, ainsi que le Collectif de défense de l'hôpital de Montargis, Femmes Solidaires, le Collectif antifasciste orléanais, etc. Nous nous mobiliserons donc le 9 juin à Montargis pour dire non au fascisme, non aux racismes. Une manifestation débutera à 10 h 30 devant la sous-préfecture et marquera des arrêts devant des plaques commémoratives, en hommage aux enfants juifEs de Montargis déportés et à des résistants locaux.

Puis nous nous retrouverons à midi au Pâtis, la grande place du centre de Montargis, où se tient un grand village unitaire, antifasciste, progressiste.

Chaque organisation, dont le NPA-A, a son stand.

Il est annoncé la venue de Louis Boyard et Manon Aubry, de Ian Brossat, d'Emmanuel Duplessy le député Générations de la 2<sup>e</sup> circonscription du Loiret, et peut-être celle de Sophie Binet pour la CGT... Les prises de parole alterneront avec les concerts de groupes locaux. Des tables rondes auront également lieu, et ce sera l'occasion de discuter comment résister aux attaques de l'extrême droite et du gouvernement à son service. Il s'agit de faire entendre un contre-discours de gauche, pour l'égalité des droits et la justice sociale, dans un territoire où Thomas Ménagé, le député RN sortant, a frôlé la réélection dès le 1<sup>er</sup> tour l'an dernier.



Le 9 juin, Montargis sera donc « the place to be » pour toutes celles et ceux qui veulent lutter contre l'extrême droite. Nous vous invitons donc à nous rejoindre en masse !

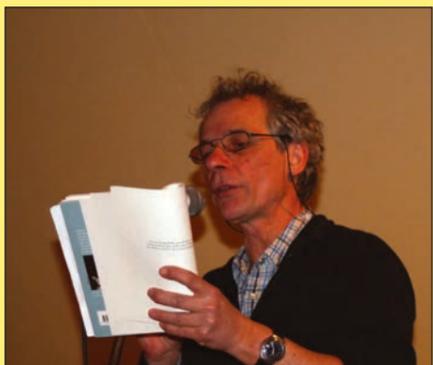
**Sally Brina**

LES NÔTRES

# Jean-Pierre, présente!

Jean-Pierre Carrons a été vaincu par la maladie qui le bouffait depuis plusieurs mois et qui l'a définitivement mis à bout de souffle...

Jean-Pierre, c'était — pour toutes celles et ceux qui s'agitent en pays de Morlaix pour un monde meilleur fait de justice, d'égalité et de poésie — celui qui avec une constance absolue a représenté la LCR, puis le NPA dans les mobilisations locales pendant plus de trente ans.



DR

D'autres l'auront connu dans le cadre de son activité syndicale au sein de l'École émancipée à la FSU-SNUIPP en tant que pédagogue, instituteur, un métier qui lui tenait à cœur et un engagement auprès de la jeunesse.

Jean-Pierre fréquentait aussi bien la Maison de la Poésie que les meetings politiques, pour lui, les deux se complétaient parfaitement. La poésie est un langage universel pour s'adresser à l'humanité, un langage de liberté et parfois l'expression de déchirures intimes. Jean-Pierre portait tout ça en lui, une constance politique chevillée au corps et une sensibilité exacerbée.

Il fallait transformer le monde, certes, mais aussi, dans un même mouvement, changer la vie.

Depuis 2018, Jean-Pierre s'était engagé au sein de l'AFPS du pays de Morlaix pour la solidarité avec le peuple palestinien. Internationaliste convaincu, il était un amoureux de la poésie de Mahmoud Darwich qu'il considérait comme l'un des plus grands poètes du 20<sup>e</sup> siècle.

Malgré sa maladie, Jean Pierre était encore parmi nous lors de l'AG électorale de notre dernier congrès du NPA en mars de cette année pour y défendre ses convictions : « Unitaire, internationaliste et révolutionnaire ».

Sa fidélité, sa pugnacité et sa constance mais aussi son amitié vont nous manquer. Nous ne lui disons pas pour autant adieu. Victor Hugo nous a appris que « les morts sont des vivants mêlés à nos combats ». Or, la lutte continue... Jean-Pierre cheminera toujours à nos côtés.

Nous assurons ses enfants (Nathalie, Lauriane et Fabien) et ses petits-enfants de toute notre affection et un grand merci aux camarades et amis Jean-Luc, Gilbert et François qui l'ont assisté jusqu'à ces dernières heures et lui ont rendu deux magnifiques hommages. Hasta la Victoria, siempre.

La fédé 29 du NPA-l'Anticapitaliste

## Vie du NPA l'Anticapitaliste

### Le NPA crée une commission soin militant

Prendre soin les unEs des autres n'est ni rentable ni productif selon les logiques du capitalisme. Dans ce système, le care (soin) est invisibilisé, méprisé, relégué au rang de luxe individuel. Il est réduit à des injonctions creuses de développement personnel ou tourné en ridicule.

#### Comment militer dans un environnement de violences?

Pourtant, prendre soin est un acte politique, un geste de résistance face à une société qui valorise la performance, la compétition, l'individualisme et l'indifférence. Revendiquer le soin comme valeur collective, c'est refuser la déshumanisation organisée! L'objectif de la commission est d'outiller chaque instance du parti et les camarades pour prévenir et réduire les violences qu'on peut rencontrer dans le militantisme: violences institutionnelles, répression, surmenage, isolement, stress, découragement, tensions dans les débats, etc. Nous voulons légitimer le ressenti des

Le 6<sup>e</sup> congrès du NPA a créé une commission nationale dédiée au soin militant qui semble répondre à un réel besoin, vu le vote très majoritaire dans les AG locales.

camarades, aider à organiser la parole, et faire du soin militant un sujet politique qui doit être pris en charge collectivement. En partant d'un ensemble de situations difficiles vécues par des camarades, nous cherchons des réponses collectives pour empêcher qu'elles se reproduisent.

#### Nous renforcer pour renforcer notre camp

Les situations politiques, sociales et écologiques se dégradent. Dans ce contexte où les victoires sont rares, militer nous expose d'autant plus, les organisations se replient sur elles-mêmes et se déchirent. L'orientation du NPA, unitaire et révolutionnaire, est d'autant plus juste mais il nous semble qu'elle n'est applicable que si elle développe la joie dans nos pratiques. Le soin militant, c'est aussi questionner nos pratiques militantes, renforcer la camaraderie, refuser de fermer les yeux sur des dynamiques délétères de pou-

voir en interne, mener des luttes qui renforcent les camarades, combattre le surmenage qui est généralement provoqué par des mécanismes collectifs, etc. S'il est important de recruter, il est aussi nécessaire que le parti conserve ses militantEs, soit motivant et permette à chacunE de trouver sa place.

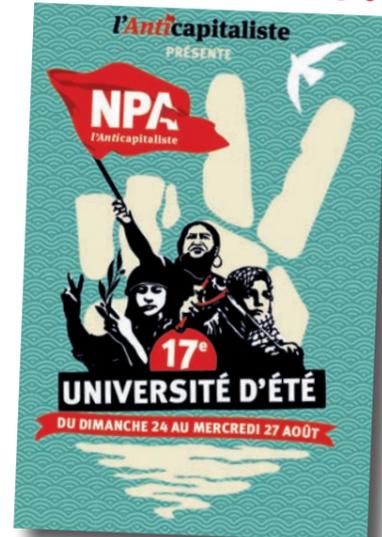
#### La commission s'active

Nous démarrons la commission soin militant avec plein d'énergie et de détermination! Nous écrivons une charte pour définir clairement le fonctionnement de la commission, ce qu'elle fait et ne fait pas. Nous préparons des ateliers et activités pour l'université d'été. Nous mettons en place des cercles de dépôt pour partager du vécu. Nous travaillons à un protocole pour accueillir la parole de camarades en souffrance et, au besoin, rediriger vers d'autres structures dans le parti ou à l'extérieur. Nous discutons

de dysfonctionnements collectifs dans le parti pour les comprendre et les limiter. Notre commission est ouverte à toutE camarade.

Contact: com-soin-militant@npa-listes.org  
Commission soin militant

## Réservez!



## Culture

### ESSAI Comment le fascisme gagne la France, de Macron à Le Pen, d'Ugo Palheta

Éditions La Découverte, 2025, 380 pages, 20,90 euros.

Alors que l'extrême droite connaît une progression significative au niveau mondial, cette tendance globale trouve en France une résonance particulière. Outre la montée en puissance du Rassemblement national, la répression accrue des mobilisations sociales et anticoloniales, ainsi que l'islamophobie et le racisme largement diffusés dans les médias, le champ politique et l'espace public témoignent d'un processus de fascisation en cours.



Dans ce contexte, la gauche d'émancipation fait l'objet d'une délégitimation croissante, tandis que les partis se réclamant de la tradition républicaine, qu'ils soient de droite ou de gauche, participent — activement ou par défaut — à cette normalisation idéologique.

#### Crise d'hégémonie du néolibéralisme et de la bourgeoisie

Dans cet ouvrage, Ugo Palheta — sociologue, maître de conférences et co-directeur de la revue *Contretemps* — propose une analyse approfondie des dynamiques ayant conduit à la situation politique actuelle en France. En mobilisant plusieurs angles d'approche, il éclaire les causes structurelles de la progression de l'extrême droite: crise d'hégémonie du néolibéralisme et de la bourgeoisie, durcissement autoritaire du pouvoir, rôle central du racisme dans la recomposition politique, la responsabilité des quinquennats précédents (notamment celui d'Hollande), ou encore les structures et stratégies du Rassemblement national. Il actualise ainsi la thèse développée dans *La possibilité du fascisme* (2018), en l'inscrivant dans le contexte contemporain où la possibilité d'une prise de pouvoir de l'extrême droite dans les années qui arrivent devient réelle. Afin d'être en

mesure de s'opposer à l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir, il est d'abord nécessaire de comprendre les mécanismes qui rendent cette menace possible.

#### Consolidation d'un bloc blanc sous domination bourgeoise

Si d'autres ouvrages nous permettent de saisir la progression de l'extrême droite, notamment électorale, avec le récent livre de Félicien Faury, *Des électeurs ordinaires* (2024), celui d'Ugo Palheta

représente une lecture incontournable pour comprendre que les régimes néolibéraux ne sont pas attachés à la démocratie par nature. Ils peuvent basculer vers des formes d'autoritarisme d'État lorsque leurs intérêts sont menacés: le fascisme n'est pas une suite automatique à ce tournant autoritaire.

L'auteur analyse la place centrale du racisme d'État, de l'islamophobie, non comme une simple diversion, mais comme un outil de consolidation d'un bloc blanc sous domination bourgeoise dans un contexte politique, social et économique où la bourgeoisie est en perte d'hégémonie. Enfin, il met en lumière la manière dont le Rassemblement national s'impose dans ce paysage comme principale force pouvant porter le projet fasciste. Si le fascisme n'est ni encore là ni inévitable, il peut advenir si les dynamiques le rendant possible ne sont pas combattues.

Alors que « *Plutôt Hitler que Front populaire* » connaît une réactualisation amère dans la période, la tâche est grande pour résister à l'ascension et à la prise du pouvoir de l'extrême droite. Elle commence par lire avec attention cet ouvrage, participer à construire des cadres antifascistes, et à imposer un projet de société alternatif solide face au capitalisme et à l'ordre racial et patriarcal pour barrer la route du fascisme.

LM

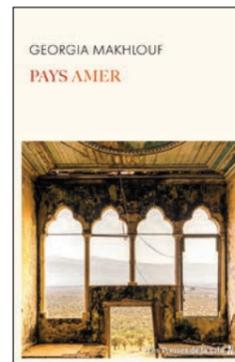
### ROMAN Pays amer, de Georgia Makhlof

Éditions Les Presses de la cité, 2025, 273 pages, 22 euros.

Deux récits de femmes libanaises se conjuguent pour tisser un tableau de leur pays. Elles sont toutes les deux photographes et sont confrontées à la société répressive et patriarcale de leur époque, à un siècle d'écart. L'une, pleine d'espoir en l'avenir, l'autre, désenchantée. C'est en se baladant dans le nord du pays que Mona, journaliste et photographe à Beyrouth, va découvrir l'histoire de Marie, grâce à ce qui a été sauvé par miracle: des

photos et quelques pages de son carnet intime. Récit doux amer qui nous plonge dans l'histoire du Liban au 20<sup>e</sup> siècle en dressant le portrait de deux femmes qui refusent d'accepter la place que la société leur impose et se battent pour mener leur vie comme elles l'entendent. Ce roman intéressant et féministe est inspiré de l'histoire de Marie al-Khazen (1899-1983) considérée comme la première femme photographe au Liban, ayant vécu sous mandat français,

avant l'indépendance du pays en 1943 — allez voir ses photos sur internet! À lire! BD



## Librairie La Brèche

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

★ la-breche.com

► 27, rue Taine, Paris 12<sup>e</sup>, M<sup>o</sup> Daumesnil  
01 49 28 52 44 — contact@la-breche.com

